

La bureaucratie contre la liberté

Par Joseph Stroberg

Nos sociétés modernes ont progressivement développé une bureaucratie de plus en plus pesante et omniprésente. Celle-ci gère maintenant presque tous les aspects de nos vies et a conjointement diminué considérablement notre liberté de mouvement et d'action. Elle a une telle emprise et une telle présence qu'elle semble naturelle à beaucoup de gens. Ceux-ci sont nés avec elle et mourront avec elle, prisonniers de ses règlements d'un bout à l'autre de leur vie. Ceux qui enfreignent ces derniers ne gagnent souvent rien d'autre que la prison ou de fortes amendes. Pour retrouver une vraie liberté, il faudra pourtant apprendre à s'en passer.



Avant même la naissance d'un enfant, les parents se sentent généralement obligés de s'en remettre à la bureaucratie hospitalière pour lui faire subir échographies et autres analyses dont les résultats devront ensuite être consignés. Même si par hasard, ils s'affranchissent de cette étape, ils devront obtenir le certificat de naissance du bambin. Ensuite, ils devront l'inscrire dans une crèche, une garderie ou une école maternelle... Mais avant ça et sans la moindre discussion, ils devront le vacciner pour se comporter en bons parents modèles et bien sûr consigner cela dans un carnet de vaccination.

Pour le transporter en voiture, ils devront lui acheter un siège de bébé aux normes, l'installer à l'arrière, etc., et respecter bien sûr toutes les règles de la route, ce qui inclut le fait de posséder un permis de conduire en bonne et due forme. S'ils ont un chien ou un chat pour amuser l'enfant, ils devront le faire vacciner aussi, le pucer ou tatouer et l'attacher en laisse. D'ici à ce qu'ils doivent aussi attacher un jour le bambin en laisse, il n'y a pas loin.

Après maintes autres inscriptions et démarches administratives tout au long de la scolarité, il vient l'étape du monde du travail. Celle-ci comporte tout autant de paperasses et de formalités, parfois aussi de formes alitées, lorsque les victimes de ce système en tombent malades ou en font un burn-out. Il faut une carte d'identité pour circuler librement(?) dans le pays, un passeport pour aller étudier ou voyager à l'étranger, un permis de construire pour se faire une maison (ou une cabane si on manque de moyens), un permis de

démolir pour ôter la cabane ou la maison précédente, un permis d'arracher les arbres si celui devant la maison gêne la vue ou menace de tomber sur le toit du garage, un permis pour creuser un puits, etc.

À la toute fin de la vie du grand-père, il faudra obtenir son permis d'inhumation et accomplir toutes les démarches pour l'héritage, même lorsque celui-ci a tout perdu au casino. Nul n'est censé ignorer la loi, dit-on, mais qui peut bien connaître la totalité des dizaines de milliers de lois, règles et règlements qui gèrent le moindre aspect de nos vies? À force d'abandonner notre responsabilité individuelle au gouvernement, celui-ci en a profité pour nous contrôler de A à Z. Alors que nous aurions dû être assez matures pour nous arranger avec nos voisins pour régler le cas des haies mitoyennes, des animaux errants, du dépôt des ordures, etc.. Nous avons préféré déléguer ces affaires à d'autres, et donc à des administrations qui sont devenues de plus en plus compliquées, lourdes et parasitaires.

Est-ce que les serfs des seigneurs moyenâgeux étaient moins libres, mais plus asservis que nous? Pas sûr du tout! Quoi qu'il en soit, si nous voulons retrouver une liberté de plus en plus perdue dans les marécages républicains devenus pires que ceux des royaumes antérieurs, il faudra reprendre en main nos responsabilités. Les droits et devoirs d'un individu libre ne peuvent dépendre que de sa conscience, mais nullement d'institutions les administrant pour lui après avoir savamment étouffé cette dernière.

Que serait un monde sans administrations? Eh bien pour commencer, il n'y aurait plus de notaires, d'huissiers, de procureurs, d'inspecteurs des impôts, de commissaires, etc. De nombreuses professions du secteur tertiaire disparaîtraient. Les travailleurs correspondants pourraient alors s'orienter vers des activités plus créatrices et plus épanouissantes. Les litiges et conflits éventuels entre voisins se régleraient directement ou par l'intermédiaire mutuellement recherché et accepté de conciliateurs. Les gens ne se reposeraient plus sur des textes de loi, mais sur le bon sens et la conscience. Que préférons-nous? Continuer ou encore accroître l'emprise bureaucratique? Ou bien l'abandonner totalement, quitte à plonger dans l'inconnu?